

«**CUNAN PUNCHAO RIMASON AMA  
QUNQANAPAQ**»

(«Aujourd'hui nous parlons pour ne jamais oublier»)

## Les conflits armés au Pérou

Le conflit a opposé les Forces Armées et la Police à deux groupes subversifs: le Sentier Lumineux (d'obédience maoïste), à partir de 1980, et, à partir de 1984, le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA, d'obédience guévariste); deux groupes luttant pour instaurer un nouvel ordre social, économique et politique, avec des méthodes extrêmement violentes. Face auxquelles les Forces Armées - police et militaires - ont répondu par la violence

Quelques mots sur le contexte d'avant 1980: entre 1977 et 1979, le Pérou a connu une période de très forte agitation sociale, marquée notamment par la plus grande grève de l'histoire du pays. En 1979, le pays adopte une nouvelle Constitution signifiant le retour à la démocratie après douze années de gouvernement militaire. Fernando Belaunde Terry arrive alors au pouvoir.

Alors que la violence sévissait depuis plusieurs années dans les régions reculées et les plus pauvres du pays, il a fallu attendre que soient commis les premiers actes de violences dans les villes, et notamment à Lima, pour que la presse face échos du conflit armé, à la fin des années 1980.

Les régions des Andes centrales et du Sud - Ayacucho, Junin, Huanuco, Huancavelica, Apurimac et San Martin - ont pourtant comp-

tabilisé au final 85% des victimes de la violence armée (près de 70 000 morts ou disparus).

Dans ces régions reculées, les militants du Sentier Lumineux ont réussi à faire accepter à une partie de la population une idée de changement en s'appuyant sur son insatisfaction: la population avait en effet à faire face quotidiennement aux manques d'eau, d'électricité, d'écoles, de postes médicaux, d'hôpitaux, de justice, de forces de l'ordre... D'autres furent recrutés par la force.

La Commission de la Vérité, dans son rapport final, a divisé ces vingt années de guerre en cinq périodes distinctes:

- 80-82 : le début de la violence armée
- 82-86 : l'arrivée des Forces Armées
- 86-89: l'expansion du conflit: d'Ayacucho au reste du pays
- 89-92: crise extrême
- 92-2000 : la fin du terrorisme et le début de l'autoritarisme

### 1) Le début de la violence : 80-82

Rappelons le contexte: retour à la démocratie, Belaunde récemment élu, et première action armée du Sentier Lumineux; début de la «guerre populaire» contre l'Etat péruvien, et bientôt contre la population civile. Cependant, jusqu'en 1982, le gouvernement de Belaunde croit qu'il s'agit d'un jeu politique de la part de l'opposition et n'y accorde que peu d'importance. En 1982, la Police paraît clairement dépassée par les événements. En décembre, Belaunde envoie les Forces Armées à Ayacucho pour rétablir l'ordre. Les morts se comptent déjà par centaines, parmi lesquels une majorité de dirigeants locaux.

### 2) L'arrivée des Forces Armées : 83-86

A partir de 1983, le gouvernement installe des commandos politico-militaires dans plusieurs départements du centre et du sud du pays. Il les charge de lutter contre la subversion et leur délègue des tâches et des responsabilités de contrôle politique dans les localités déclarées en situation d'urgence. De son côté, le Sentier Lumineux organise son Armée Guerrière Populaire. Il perpète des attaques contre des postes de police et tend des embuscades aux patrouilles militaires. Ces actions s'ajoutent aux assassinats de dirigeants et d'autorités ainsi qu'aux persécutions féroces contre les campagnards. Chaque jour plus de morts, le terme de «massacre» commence à apparaître quotidiennement dans les journaux

Le pouvoir militaire n'était pas bien préparé pour ce combat et avait peu de connaissance sur le mouvement sendériste: ni sur la pensée maoïste, ni sur la forme de lutte. Il avait l'ordre d'en finir rapidement avec les conflits; ainsi les morts, les disparitions et les autres violations des droits de l'Homme furent considérés comme des sacrifices nécessaires. Les militaires qualifièrent certaines zones de «zones rouges», et y tuèrent tous les suspects sans chercher à en savoir plus.

En 1984 apparaît une nouvelle organisation subversive: le Movimiento Revolucionario Tupac Amaru (MRTA). Il réalise des grèves, des attaques armées et des séquestrations dans les villes, et organise des camps paramilitaires dans les campagnes. Ses membres portent des uniformes et revendiquent ses actions, à la diffé-

rence du Sentier Lumineux. Dans les dernières années du conflit, le MRTA a été responsable de nombreux crimes, notamment la séquestration d'entrepreneurs desquels il exigeait de l'argent pour financer ses actions. A l'instar du Sentier Lumineux, le MRTA a fini par perpétrer des assassinats contre des individus n'ayant aucun lien avec le Gouvernement.

Avec l'arrivée d'Alan Garcia à la présidence en 1985, le Gouvernement change de stratégie. Pour la première fois, les violations des droits de l'Homme commises par les forces armées sont critiquées. La commission de la paix est créée. Le Gouvernement essaye de renverser les groupes subversifs en instaurant des politiques de développement dans les régions les plus pauvres. Les forces armées connaissent quelques succès et la guérilla semble sous contrôle.

Cependant, au cours de l'année 1986, les actions du Sentier Lumineux s'intensifient et s'étendent à d'autres zones du pays. Les politiques sociales et de développement du gouvernement s'accompagnent de politique de militarisation. La situation en arrive à un point extrême avec le massacre par les Forces Armées de 200 Détenus d'une prison de Lima, le Fronton.

### **3) L'expansion du conflit: d'Ayacucho au reste du pays : 86-89**

Le gouvernement d'Alan Garcia, avec l'intention de changer la stratégie de lutte contre le terrorisme, mis en place des mesures pour venir en aide aux secteurs les plus pauvres

et les plus exclus. Mais le pays s'enlise bientôt dans une profonde crise sociale et économique. Les prix des produits augmentent chaque jour. Les attentas sont de plus en plus violents et les rues de plus en plus dangereuses. Tout va mal de nouveau.

Le sentier Lumineux se sent fort et commence à sortir des frontières d'Ayacucho. Il s'organise progressivement dans les départements de Junin, Pasco et Puno, ainsi que dans le nord de Huancavelica et à Huallaga. Sa «guerre populaire» s'étend donc dans les campagnes tandis qu'il continue à semer la terreur dans les villes. Plus tard, les régions de Huanuco, San Martin, Ucayali et une partie du Loreto seront touchées à leur tour.

Les sendéristes entament les assassinats sélectifs de personnalités et des dirigeants, parmi lesquels le dirigeant apprise (du parti d'A. Garcia) Rodrigo Franco. Ce dernier est tué par un groupe paramilitaire qui selon plusieurs sources été lié à Agustin Mantilla, le ministre de l'intérieur.

Parallèlement, le MRTA crée un front guerrier dans le département de San Martin (Amazonie, nord du pays).

L'attaque de la bas de police de Uchiza, en mars 1989, est l'une des plus grandes opérations militaires réalisées par le Sentier Lumineux, en alliance avec les narcotrafiquants. La popularité du gouvernement et d'Alan Garcia, impuissants, continue à se dégrader.

Face à la violence des groupes subversifs, le gouvernement se montre en effet incapable de protéger la population. Il semble que la violence a surpris tout le monde y compris les forces de l'ordre, qui dans un premier temps durent travailler dans de mauvaises conditions, sans entraînement adapté et en sous-effectif. Cependant, les violations des droits de l'Homme commises par ces dernières ne doivent pas être négligées, ni oubliées.

C'est seulement en 1989 que les Forces Armées établissent une «véritable» stratégie contre subversive, en distinguant trois types de population: les amis, les neutres et les ennemis. Un groupe chargé d'éliminer les ennemis est créé, engendrant encore plus de violence.

### **4) Crise extrême: 89-92**

Les groupes terroristes utilisent la crise sociale, économique et politique du pays comme argument contre l'Etat Péruvien et pour justifier leurs actes de violence.

Le MRTA, en réponse à l'arrestation de son principal dirigeant, Victor Polay Campo, décide de réaliser une grande opération militaire à Tarma, dans la Sierra centrale. L'action se termine en déroute, après affrontement avec les militaires à Jauja. Plusieurs mois après, le MRTA tue le général Lopez Albuja en guise de représailles.

Cette même année ont lieu les élections municipales et régionales. Malgré les menaces des groupes subversifs, la population peut dans sa majorité exprimer son exigence de paix et de démocratie (le vote est obligatoire au Pérou).

Arrivé à la Présidence en 1990, Alberto Fujimori fait de la lutte contre la subversion le centre de son plan gouvernemental. Le Sentier Lumineux avance fortement dans les villes. Le MRTA essaye de forcer le gouvernement au dialogue, en séquestrant un député.

Dans ce contexte, Fujimori fait un coup d'Etat le 5 avril 1992, sans prendre en compte ni la loi ni la Constitution. Il instaure une série de normes et de lois, donnant plus de pouvoir

aux forces armées pour agir. Les violations des droits de l'homme par des représentants de l'Etat continuent, notamment de la part du Groupa Molina, coupable de massacres à Barrios Altos (quartier du centre de Lima) et à La Cantuta (Université de Chosica). Ces opérations se déroulent à partir du début des années 90. Les nouvelles lois donnent un pouvoir sans limite au Service d'Intelligence Nationale (SIN).

Le Sentier Lumineux accélère son offensive dans la capitale : crimes, attentas, voitures piégées... ce qui accentue l'instabilité sociale et émotionnelle de la population.

Dans ce contexte de crise extrême, les policiers des groupes spéciaux de lutte contre le terrorisme surprennent le pays en réalisant une série d'arrestations de dirigeants haut placés des groupes subversifs. Ces captures sont un élément fondamental de la déroute du terrorisme. Ainsi est arrêté Abimael Guzman, le numéro 1 du Sentier lumineux, le 12 septembre 1992.

Le gouvernement de Fujimori maintient sa stratégie globale de force armée et crée de nouvelles lois pour la compléter.

### **5) La fin de la subversion et le début de l'auto-ritarisme : 1992-2000**

Une fois Guzman arrêté, le Sentier Lumineux commence à se diviser et à faiblir. Fujimori puise sa popularité dans son succès, dans sa lutte contre le terrorisme.

En octobre 1993, depuis sa prison de Callao, et après des conversations avec les dirigeants sendéristes permises par Vladimiro Montesinos, Guzman propose de signer un Ac-

cord de paix avec le Gouvernement. Ce geste accroît encore la popularité du gouvernement de Fujimori et la nouvelle Constitution de 1993 est approuvée par référendum.

Les dénonciations des violations des droits de l'Homme se font plus pressantes avec la découverte des fosses communes de la Cantuta en juillet 1993. Le gouvernement de Fujimori n'assume pas ses responsabilités et discrédite les dénonciateurs afin d'empêcher les investigations.

Le Service d'Intelligence National, dirigé par Vladimiro Montesinos, devient le principal appareil gouvernemental de lutte antisubversive, avant de devenir un centre de corruption.

S'ensuivent des changements et des lois qui affectent l'Etat de droit. Notamment la Loi d'Amnistie de 1995 qui garantit l'impunité à tout membre du gouvernement impliqué dans des violations des droits de l'Homme.

Le MRTA continue ses actions armées à San Martin. Depuis la capture de son dirigeant principal, Victor polar Campos, ses membres sont dirigés par Nestor Cerpa Cartolini. Il prend la ville de Moyobamba et essaye de développer des groupes organisés. En 1995, les forces de l'ordre empêchent la prise du Congrès, mais en 1996 le MRTA envahit la résidence de l'ambassadeur du Japon qui donnait une fête. Après plusieurs mois de prise en otage des convives, tous les membres du MRTA sont assassinés par les services gouvernementaux.

Les dernières actions de grande importance du conflit armés se terminent en succès gouvernementaux. Parallèlement, en juillet 1999, Oscar Ramirez Durand, qui était considéré comme le successeur de Guzman, est arrêté. La popularité de Fujimori augmente encore.

Malgré le contrôle de la situation, Fujimori décide de maintenir l'état d'urgence dans plusieurs départements, pour détourner l'attention de la guerre qui oppose le Pérou à l'Equateur pour un conflit frontalier et pour occulter un grand plan de corruption.

En termes stricts, la politique de pacification consiste à maintenir en prison le plus possible de subversifs dans des conditions très dures mais sous sécurité maximale et à isoler les groupes armés.

## L'ANFASEP

Ce sont le début des années 1980 qui ont marqué douloureusement les familles. Les mères, face à l'adversité engendrée par la violence, les détentions et les disparitions continue de leurs êtres aimés, ont fait de leurs jours une lutte constante pour la vérité et la justice.

Chaque mère était en recherche permanente de son époux et de son fils et toute se rencontraient constamment à la porte de la «fiscalisa», aux bureaux des avocats, aux portes de la prison, de la garde civile, pour la même raison, avec les mêmes aspirations : retrouver leurs êtres aimés, époux et fils, séquestrés, détenus ou portés disparus.

Suivant les recommandations du Me. Sosimo Roca, un groupe de femmes [...] s'est uni avec l'objectif d'être plus efficace dans ces réclamations. C'est ainsi c'est formée ce qui initialement s'appelait l'Association de Victime de Disparition Forcée. Cette association c'est constituée le 2 septembre 1983. Ces femmes eurent l'initiative de former et de consolider l'association dans des circonstances telles qu'il était très difficile de faire des réclamations et de remettre en question la conduite des violeurs des droits de l'Homme. L'association manifesta dans les rues et protesta aux portes des institutions appelés à protéger et à faire respecter les droits de l'Homme.

## Mémoire pour les absents

Comment imaginer le Pérou sans l'Association Nationale de Familles de Séquestrés, de Détenus et de Disparus de Pérou (ANFASEP)? Le mensonge et l'oubli se seraient imposés, les responsables des crimes auraient vécu tranquillement, les victimes n'auraient pas pu faire entendre leurs voix, la vérité continuerait à être occultée; personne n'aurait perçu la dimension de la tragédie, pas même les gouvernants. Parce que dans notre pays, les humbles ne valent quasiment rien. La Commission de la Vérité n'aurait pas non plus existé, ses recommandations n'auraient pas été respectées. Le silence sur ces terribles années de violence et de crimes l'aurait emporté et tout aurait été comme s'il ne s'était rien passé.

Mais l'histoire en a été autrement grâce à la contribution de ces courageuses femmes qui ont fondé ANFASEP dans les moments les plus intenses de l'horreur et qui ont réussi à réunir des centaines de familles de disparus. J'ai eu le privilège de les connaître depuis leur débuts et de les accompagner dans leur long chemin. Je suis un témoin exceptionnel de cette vingtaine d'année de lutte sans relâche pour la vérité et la justice dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse imaginer. Certaines ne sont plus avec nous, mais elles resteront à jamais dans nos mémoires et dans nos coeurs.

Lorsque l'on demande comment et pourquoi a été fondée la Coordination National des Droits de l'Homme, il est impossible de répondre sans tenir compte du rôle qu'a joué ANFASEP. L'existence d'une Commission de la Vérité n'aurait pas non plus été possible sans la persévérance d'ANFASEP.

Ces femmes, à la fois simples et extraordinaires, ont réussi à maintenir en permanence la lutte vivante et l'espoir de vérité et de justice, la mémoire de tous et de chacun de leurs êtres chers et à travers eux, la mémoire de tous ceux qui ont souffert de la barbarie. Elles ont ainsi encouragé et alimenté la conscience d'hommes et de femmes dignes qui ce sont ajoutés à leurs clameurs et à leurs plaintes.

Bien que nous ayons déjà fait un énorme pas vers la connaissance de la vérité, il reste encore beaucoup de travail dans ce sens, et plus précisément afin de connaître le sort des disparus. Nous sommes encore très loin de l'application de la justice et des sanctions envers les responsables, mais moins qu'il y a quelques années. ANFASEP continue à nous encourager pour cette lutte, en maintenant toujours vivante la mémoire de notre passé, pour que personne ne l'oublie, pour que jamais plus ne se répètent dans notre pays ces crimes qui nous font honte.

Maintenir la mémoire vivante à été le principal outil avec lequel ANFASEP a construit une conscience contre l'impunité et en faveur de la vie pour un grand nombre de péruviens. Nous remercierons à jamais sont inestimable contribution pour la vérité, la justice et la mémoire collective de tous les péruviens.

Pablo Roja  
Directeur de la Commission des droits de l'Homme,  
COMISEDH